

# Des agents des Finances publiques en grève hier

*Les organisations syndicales protestent contre les suppressions de postes et déplorent la fermeture des services publics dans les territoires.*

À l'appel d'une intersyndicale (Solidaires, CGT, FO et CFDT) au niveau national, plusieurs services des centres des Finances publiques de l'Aude étaient à l'arrêt, ce lundi 10 mai, même si le taux de grévistes était difficile à évaluer à cause du Covid. Un mouvement pour dénoncer la suppression du nombre de postes tout comme celui des trésoreries dans le département.

Symbole de ce délitement en milieu rural, 15 de ces structures ont disparu ces dix dernières années dans l'Aude (à Chalabre, Belpech, Saint-Hilaire...), alors que les trésoreries de Bram, Cuxac-Cabardès et bientôt Peyriac-Minervois ont également fermé cette année et que celles de Leucate et de Durban-Corbières connaîtront le même sort en 2022 selon les syndicats. Un maillage administratif autrefois dense dont il ne reste plus que les centres de Carcassonne, Narbonne et Limoux et trois antennes à Castelnaudary, Lézignan-Corbières et Quillan.

« *Le service des Finances publiques est moribond dans l'Aude, il n'y aura bientôt plus que trois trésore-*

*ries de proximité, alors qu'il y en avait encore une par canton au début des années 2000. Le reste, ce sera des grands centres industriels qui n'auront pas les moyens de répondre aux sollicitations des usagers* », déplore Frédéric Faure, inspecteur des Finances publiques et cosecrétaire du syndicat Solidaires Finances publiques, qui dénonce également la dégradation des conditions de travail et la paupérisation des 520 agents audois.

## ■ « Remplir une déclaration d'impôts est parfois complexe »

Un point de friction que la suppression du nombre d'emplois ne devrait pas arranger. « *En 2021 on en*

*est à 1 800 suppressions d'emplois en France, dont 9 dans l'Aude. En vingt ans, 30 % des effectifs ont disparu* », poursuit le représentant syndical. Conséquence, il devient de plus en plus difficile pour les contribuables de se rendre spontanément dans un centre de perception alors que ceux-ci sont désormais fermés au public tous les après-midi. Une difficulté supplémentaire en pleine période de déclaration d'impôts sur le revenu.

« *Sous couvert de procédures dématérialisées, les usagers sont livrés à eux-mêmes et doivent passer par un centre d'appels qui est débordé ou aller sur internet pour le moindre renseignement. Alors qu'un rapport du Sénat fait état de*

*14 millions de Français peu à l'aise avec l'informatique, c'est illusoire. Remplir une déclaration d'impôts est parfois complexe et les gens ont un réel besoin d'être rassurés car en cas d'erreur, ils sont susceptibles d'avoir une majoration, ce n'est pas anodin.* »

Dernier point soulevé enfin, les relations avec les collectivités locales et le gaspillage d'argent public. « *Avec la baisse du nombre de postes, des mairies ou intercommunalités sont obligées de faire appel à des cabinets privés pour tenir leur comptabilité ou effectuer des analyses financières, choses que l'on faisait gratuitement il y a encore quelques années.* »

**Aurélien Marchand**